

PROGRAMME RELIGIS

Programme **Religis**

Religions et sociétés face aux défis contemporains

porté par **l'Université de Strasbourg**

Dans le cadre du plan
d'investissement



En partenariat avec



SOMMAIRE

- 1 Objectifs du programme
- 4 Présentation du consortium
- 5 Instances du programme

AXES SCIENTIFIQUES

- 6 **Axe 2** Situer le religieux : formes et espaces
- 9 **Axe 3** Interagir avec le religieux : pluralisme, politique, éthique
- 13 **Axe 4** Analyser le religieux : savoirs et épistémologies

AXES TRANSVERSAUX

- 15 **Axe 5** Animation nationale de la recherche, soutien à la formation doctorale et à l'international
- 17 **Axe 6** Gestion des données et humanités numériques
- 18 **Axe 7** Laboratoire d'idées et Sciences participatives
- 20 **Axe 8** Formation continue

OBJECTIFS DU PROGRAMME

Le programme ReligIS a pour point de départ la transformation des interactions entre faits religieux et sociétés dans le monde contemporain. Son objectif principal est de proposer une analyse multidimensionnelle de certains des processus actuels observés en France, en les replaçant dans un contexte global et de long terme. Son ambition est d'utiliser la production et la large diffusion de connaissances scientifiques pour contribuer à surmonter les tensions et les défis sociaux et politiques qui se nouent aujourd'hui autour des religions, qu'il s'agisse des **religions établies (comme le judaïsme, le christianisme, l'islam, le bouddhisme ou l'hindouisme) ou des nouveaux mouvements religieux et spirituels**.

Ces dernières années, les questions religieuses ont souvent fait l'objet d'événements dramatiques en France et dans le reste du monde. La question des religions, de leur visibilité et de leur coexistence dans l'espace public, est entrée avec fracas dans le débat politique, où elle est devenue à la fois omniprésente et plus problématique que jamais, en raison de l'extrême complexité et de la diversité de ses manifestations contemporaines. De nombreuses questions ont été soulevées dans le débat public, telles que les racines du fondamentalisme et de la radicalisation, l'impact géopolitique des religions, la visibilité des symboles religieux dans la sphère publique, les discours critiques sur les religions, les **modèles de laïcité, les nouvelles pratiques de gestion du pluralisme** et de la diversité, les formes changeantes des relations individuelles avec le sacré, les impacts économiques et sanitaires des croyances

et pratiques religieuses, les préoccupations relatives à l'enseignement public des faits religieux et l'éducation dans le contexte de la laïcité française. Ces évolutions posent de nouvelles questions aux institutions (État, collectivités locales, hôpitaux, écoles, justice et prisons, entreprises), qui semblent parfois désemparées face aux formes contemporaines que prennent les demandes religieuses. Malgré la diversité des héritages historiques et des contextes nationaux, ces changements touchent autant nos voisins européens que le reste du monde : **partout la question de la place de la religion dans l'espace public se pose avec acuité**.

Pour répondre à ce défi, l'objectif de ce programme est de promouvoir, dans le contexte français et européen, une **connaissance critique, objective et méthodique et des outils d'analyse appropriés pour comprendre les faits religieux** dans la grande diversité de leurs formes contemporaines. L'absence de ces connaissances, tant dans la société civile française que dans les institutions publiques, a été maintes fois déplorée, mais aucune réponse à la hauteur des besoins et des enjeux n'a été apportée jusqu'à présent. L'une des raisons de cette situation est que l'étude des religions occupe depuis plus d'un siècle une place relativement marginale dans l'enseignement et la recherche en France, non seulement en tant que domaine spécialisé ou disciplinaire (qu'il s'agisse de théologies, de sciences religieuses ou de sciences des religions/des faits religieux), mais aussi, plus largement, en tant qu'objet d'étude au sein des sciences humaines et sociales au sens

large, du droit à l'économie, en passant par la philosophie, la littérature, la sociologie et l'anthropologie, l'histoire, les arts ou la psychologie, voire au-delà dans le domaine des sciences expérimentales (notamment la médecine). Si le paysage académique français dans ce domaine a considérablement évolué au cours des deux dernières décennies (avec la création de grands centres de recherche spécialisés de réputation internationale, le renouveau récent de l'islamologie, le renouvellement des approches et des thématiques), il reste marqué par une importante dispersion des forces de recherche et un cloisonnement encore fort entre les disciplines scientifiques, ainsi que par un sous-dimensionnement des structures chargées de la valorisation et du transfert des connaissances et de l'expertise auprès des pouvoirs publics et de la société civile.

Dans ce contexte, ReligiS a une double ambition :

OBJECTIFS 1 À 3

Promouvoir, dans le contexte académique français, un nouveau cadre scientifique, résolument **ouvert, interdisciplinaire et international**, afin de repenser les processus de transformation des rapports entre religions et sociétés.

OBJECTIFS 4 À 5

Créer les conditions institutionnelles et scientifiques d'un changement d'envergure dans les mécanismes et les actions de transfert des connaissances et de l'expertise scientifique sur les faits religieux vers les décideurs politiques et la société.

Cette double ambition s'exprime dans les objectifs suivants :

➤ Promouvoir un modèle d'analyse intégré qui puisse aider à mieux identifier les dynamiques religieuses dans la société contemporaine, à partir de trois défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui :

→ Où situer la religion ? (alors que la sécularisation et la globalisation brouillent les frontières traditionnelles du religieux)

→ Comment interagir avec et sur les religions ? (alors que la pluralité religieuse apparaît à la fois comme un défi et une opportunité pour la société)

→ Comment analyser le fait religieux ? (alors que l'intelligibilité de ce phénomène semble problématique pour beaucoup de nos contemporains)

➤ Créer un grand réseau interdisciplinaire, national et international, pour l'étude des changements religieux dans la société, avec l'impact attendu de préparer des projets de recherche individuels ou collectifs innovants dans ce domaine (ERC, Horizon Europe), de renforcer l'attractivité internationale de la France et de former une nouvelle génération de jeunes chercheurs à travers un programme doctoral de haut niveau.

➤ Soutenir le tournant numérique dans l'étude scientifique des relations entre religions et sociétés par la mise en place d'un soutien pour l'intégration plus poussée de ces recherches dans les infrastructure nationales et internationales de données ouvertes, et pour le développement des humanités numériques appliquées à ce domaine.

➤ Créer les conditions d'un dialogue approfondi entre la recherche scientifique, les décideurs politiques et la société civile, à travers la création d'un **think-tank universitaire** offrant expertise scientifique, réflexion et débat sur les phénomènes complexes auxquels est confrontée la société française et au-delà dans le domaine des religions, et en lançant des initiatives innovantes de collaboration avec les acteurs de la société civile, en accord avec les principes de la **science participative**.

➤ Promouvoir, de manière coordonnée, une **offre de formation continue sur le fait religieux et la laïcité**, portée un collectif d'universités partenaires de ReligiS, adaptée aux besoins et aux enjeux des différents secteurs professionnels visés par le projet (éducation, police, justice et prisons, travail social, collectivités locales, santé), en labellisant les formations existantes et en créant de nouveaux cursus spécifiques.

Tous ces objectifs seront soutenus par la création d'un **Collège International Religions et Sociétés** (ReligiS-IC), basé à l'Université de Strasbourg, qui servira de plateforme commune pour tous les centres de recherche de l'Unistra travaillant sur les religions, ainsi que pour les centres de recherche des 12 principaux partenaires académiques, en lien avec un large réseau de parties prenantes, au service de cette double ambition d'attractivité internationale et de dialogue avec la société et les politiques.

CHIFFRES CLÉS DU PROGRAMME RELIGIS



**un programme financé
dans le cadre de France 2030
sur 6 ans (2025-2031)**

9

millions d'euros

13

**établissements et universités
publiques partenaires**

+ de 400

chercheurs et enseignants-chercheurs

PRÉSENTATION DU CONSORTIUM

Le programme est porté par l'**Université de Strasbourg** et hébergé par la **Maison des Sciences de l'Homme-Alsace (MISHA)** et la **Maison Interuniversitaire des Sciences de l'Homme-Alsace**. L'Unistra est reconnue en tant que centre d'étude des religions reconnu au niveau national et international, un héritage de l'humanisme rhénan. Outre la présence de deux facultés de théologie (catholique et protestante), d'un Institut d'islamologie, d'un Département d'études juives et hébraïques, d'un Institut d'histoire des religions et d'une école doctorale spécialisée en théologie et sciences religieuses, l'étude des religions est abordée dans au moins quinze centres de recherche en sciences humaines aux approches multiples et pluridisciplinaires, qui sont tous impliqués dans le programme.

Le consortium, composé de 13 partenaires au total, rassemble les principaux acteurs académiques français du domaine. Outre la **Bibliothèque nationale universitaire de Strasbourg** et l'**École française d'Athènes**, les dix universités qui composent le consortium seront toutes fortement impliquées dans les différentes actions scientifiques, en fonction de leurs spécialités et de leurs forces : l'**EPHE Section des sciences religieuses**, l'**EHESS**, **Aix-Marseille Université**, l'**INALCO**, **Lyon 2**, **Lyon 3**, l'**ENS Lyon**, **Sciences Po**, l'**Université de Lorraine**. À travers ces universités, les six principaux centres de recherche français entièrement consacrés à l'étude des faits religieux (CéSor, LEM, GSRL, TP, TCSR, DRES) feront partie du programme, ainsi que les principaux instituts engagés dans la formation continue sur les faits religieux comme l'**IISMM (EHESS)**, l'**IREL (EPHE)** et l'**SERL (Lyon 2 et Lyon 3)**.

En outre, avec son réseau unique d'UMR (unités mixtes de recherche) et d'UMIFRE (centres français de recherche à l'étranger), le **CNRS** joue un rôle majeur dans le projet, notamment dans la structuration nationale et internationale de la recherche. À travers les très grandes infrastructures de recherche qu'il gère (HUMANUM et PROGEDO), il est également un soutien majeur pour les ambitions numériques et de science ouverte du programme.

ReligiS implique par ailleurs un large éventail de parties prenantes. Plusieurs centres de recherche et universités internationales, réputés pour leur étude des relations entre sociétés et religions, sont impliqués dans la mise en œuvre des différentes tâches scientifiques (Université de Genève, Université de Sherbrooke, Université Catholique de Louvain, Université de Montréal, Université de Sao Paulo, Université Kyoto). Les autres **acteurs non académiques** associés ont un rôle de relais avec la société civile et les milieux professionnels visés par le projet : des **structures ministérielles ou interministérielles ; des collectivités locales ; des structures hospitalières ; des structures éducatives ; des musées ; des associations professionnelles et des associations de la société civile**. Dans le paysage académique français, ReligiS représente donc une mobilisation sans précédent des principaux acteurs académiques de l'étude des religions dans leur rapport à la société.

INSTANCES DU PROGRAMME

Trois instances sont chargées de la supervision du programme :

Le Comité de pilotage

MISSIONS

Valide les grandes orientations stratégiques et budgétaires, il se réunit au minimum une fois par an.

COMPOSITION

L'ensemble des Présidents / Directeurs (ou leur représentant) des 13 établissements partenaires

Le Comité exécutif

MISSIONS

Donne les grandes orientations stratégiques et prend les décisions d'attribution des financements

COMPOSITION

L'ensemble des responsables des axes scientifiques et transversaux du programme

L'équipe de direction (Unistra)

MISSION

Assure la mise en œuvre opérationnelle du programme

COMPOSITION

Quatre chercheurs et enseignants-chercheurs :

→ **Éric Vallet** professeur des universités, études arabes et islamiques, UR GEO

→ **Anne Fornerod** directrice de recherche CNRS, droit et religion, UMR DRES

→ **Édouard Mehl** professeur des universités, philosophie classique, CRePHAC

→ **Nicolas Moizard** professeur des universités, droit du travail, UMR DRES, directeur de la Maison Universitaire des sciences de l'Homme Alsace (MISHA)

L'équipe de direction est assistée dans ses tâches par une équipe support :

→ **Cyrielle Daehn** manager de projet

→ **Aurore Malriat** ingénieure d'études SHS

→ **Khalid Rabeh** ingénieur d'études Religis et coordinateur de l'Institut d'islamologie de l'université de Strasbourg.

[Adresse de contact de l'équipe de direction : religis-admin@unistra.fr](mailto:religis-admin@unistra.fr)

Ces trois instances s'appuient sur trois organes consultatifs, réunis au moins une fois par an :

Un Conseil scientifique international

comprenant une dizaine de chercheurs internationaux reconnus dans le domaine

Un Conseil citoyen

rassemblant une vingtaine de représentants de la société civile et des pouvoirs publics

Une Assemblée générale

rassemblant l'ensemble des membres actifs du programme

AXES SCIENTIFIQUES

AXE 2 : SITUER LE RELIGIEUX : FORMES ET ESPACES

GROUPE 2.1

MONDIALISATION ET (RE)NATIONALISATION DU RELIGIEUX

RESPONSABLES

Norig Neveu (AmU), Alain Dieckhoff (Sciences Po/CNRS), Stéphane Lacroix (Sciences Po)

OBJECTIF PRINCIPAL

Revisiter les interactions entre les phénomènes de globalisation et de (re)nationalisation du religieux

Au cours de la première période de trois ans, nous proposons d'entreprendre une étude comparatiste multidisciplinaire des formes de « nationalisation » religieuse et de leur relation avec les dynamiques de globalisation (par exemple, l'Inde, le Pakistan, Israël ou les États-Unis d'Amérique avec la montée du nationalisme chrétien, ou la Malaisie et la Turquie avec la montée du nationalisme musulman). Pour mieux comprendre ces phénomènes, une partie des activités menées dans ce groupe de recherche s'intéresseront également à la circulation des différentes formes de matérialité associées à la religion, et à la manière dont les mécanismes à l'œuvre dans la croyance se mettent en place (discours, mises en scène, textes) comme autant de formes dynamiques de globalisation ou de (re)nationalisation et dont on peut cartographier ces phénomènes (objectif à 3 ans).

La dimension sociale et politique des nouvelles formes d'éducation religieuse, de circulation de la prédication et des pratiques de traduction (avec l'essor de l'IA) sera également étudiée dans une dynamique locale-globale (objectif à 6 ans). En collaboration avec le groupe 4.2, un Observatoire international de la traduction des textes religieux pourra être mis en place pour étudier les questions de traduction des textes et discours religieux, en combinant les sciences sociales, les méthodologies linguistiques et les humanités numériques.

GROUPE 2.2

PATRIMOINES RELIGIEUX ET MÉMOIRES

RESPONSABLES

Anne Dunan-Page (AmU), Anne Fornerod (Unistra/CNRS), Filippo Ronconi (EHESS)

OBJECTIF PRINCIPAL

Explorer les frontières du religieux au travers des enjeux patrimoniaux et mémoriels

Dans le contexte de sécularisation des sociétés contemporaines, le paradigme dominant reste celui d'une transition du sacré vers le profane. Cette hypothèse mérite d'être explorée au prisme des liens entre les biens religieux et les différentes catégories patrimoniales. Dans ce domaine, les changements de valeurs et d'acteurs ne sont en effet pas nécessairement univoques ou permanents et varient selon les contextes et les traditions religieuses.

S'agissant du défi contemporain que constitue l'avenir du patrimoine monumental religieux, l'accent sera mis sur la **réutilisation des édifices religieux**, angle d'approche susceptible d'illustrer comment et jusqu'où s'opère la transition du sacré vers le profane. Une enquête quantitative permettra de nourrir une réflexion théorique sur des pratiques jusqu'à présent très peu analysées de manière systématique.

Les rapports entre **musées et biens religieux** seront également au cœur des travaux. Il s'agira d'une part de s'intéresser aux spécificités de l'entrée dans les collections muséales d'objets « religieux », mais aussi à leur sortie des collections, lorsqu'ils sont concernés par un processus de restitution, en Europe ou hors

d'Europe. D'autre part, les collections d'objets « religieux » ont pu conduire à la création de musées spécifiques qu'il convient de considérer dans leurs particularités, avant d'envisager leur mise en réseau.

Ce groupe de recherche s'intéresse par ailleurs aux liens entre les **bibliothèques** et les fonds constitués des livres manuscrits et imprimés contenant des textes considérés comme religieux, ou ayant été utilisés au fil des siècles à des fins cultuelles. Les travaux porteront également sur les collections que conservent les structures religieuses (monastères, églises, synagogues, mosquées).

Enfin, les recherches sur les **archives** distingueront entre celles qui sont issues d'institutions religieuses et celles des chercheuses et chercheurs en sciences humaines et sociales des religions, qu'il s'agisse de leur valorisation en tant qu'objets patrimoniaux ou de les utiliser comme outils ou objets de recherche

GROUPE 2.3

SITUER LE CULTE : ESPACES DOMESTIQUES ET INSTITUTIONNELS

RESPONSABLES

Anne Dunan-Page (AmU), Emma Aubin-Boltanski (EHESS), Isabelle Saint-Martin (EPHE-PSL)

OBJECTIF PRINCIPAL

Examiner, dans une perspective transdisciplinaire et pluriscalaire, dans le temps et dans l'espace, l'association entre une/des religion(s) et des lieux ou des édifices spécifiques

Dans quelle mesure un objet « religieux », une œuvre d'art, la présence d'une personne - mystique, prêtre, etc. - ou encore un aménagement spécifique de l'espace, contribuent-ils à la transformation d'un lieu ordinaire en lieu de culte, à sa sacralisation et à sa désacralisation s'il disparaît ? Plus largement, sous l'influence de la technologie et des nouveaux médias, le culte peut même faire l'économie d'un lieu physique, ce qui soulève la question de son rapport à la communauté religieuse et de sa dimension collective. De ce point de vue, une attention particulière sera portée aux cultes « déplacés » et nous examinerons plusieurs études de cas, avec une certaine diversité géographique et chronologique. L'objectif est de proposer des enquêtes comparatives de terrain sur les lieux de culte des migrants, y compris les lieux virtuels. Les données seront diffusées sous diverses formes (telles qu'un film documentaire et la mise en place de parcours urbains de découverte du patrimoine visible et invisible des minorités religieuses et diasporiques).

GROUPE 3.1

PLURALISME, GESTION DE LA DIVERSITÉ ET DISCRIMINATIONS

RESPONSABLES

Lauren Bakir (Unistra/CNRS), Cyrille Aillet (Lyon 2)

OBJECTIF PRINCIPAL

Analyser la manière dont les acteurs privés et publics gèrent le pluralisme religieux entre exigence de neutralité et promotion de la diversité

Les questions d'intégration sociale et de « vivre ensemble » mobilisent de manière différente les différents acteurs sociaux. La question du rôle des acteurs publics et privés dans la gestion du pluralisme religieux sera abordée à la lumière du principe d'égalité dans les contextes français, européen et nord-américain, et dans une approche diachronique des « modèles » de coexistence pacifique. Au cours des trois premières années du projet, il sera nécessaire d'examiner la spécificité de la discrimination religieuse par rapport à d'autres types possibles de discrimination et d'identifier les tensions existantes au sein des politiques de neutralité, tout en essayant de la situer par rapport aux notions d'inclusion et de diversité. Des enquêtes de terrain seront menées dans des entreprises privées afin de recueillir des données empiriques sur les interactions entre les normes juridiques et la gestion. Une perspective comparative sera adoptée, en organisant des séminaires conjoints avec les parties prenantes et en les impliquant dans le travail de terrain (en lien avec la tâche 7.2 sur la recherche-action participative). En parallèle, des séminaires centrés sur les modèles de gestion du pluralisme (dans

les sociétés européennes et non européennes, et sur les résistances qu'ils suscitent) permettront d'apporter une perspective à long terme sur les relations entre les groupes religieux eux-mêmes et le pluralisme. Dans un second temps, la recherche se concentrera sur les enjeux théoriques et pratiques soulevés par la distinction entre égalité réelle et égalité formelle dans les différentes situations d'intervention des pouvoirs publics pour gérer le pluralisme religieux. Il s'agira d'analyser des cas concrets qui constituent des marqueurs anthropologiques (lieux de culte, cimetières, restauration scolaire...) pour lesquels des dispositions légales permettent de compenser des inégalités de fait, en marge du droit et des discours marqués par une approche formelle de l'égalité.

GROUPE 3.2 RELIGION, POLITIQUE, LAÏCITÉ

RESPONSABLES

**Anthony Feneuil (UL), Julien Léonard (UL), Anne-Laure Youhnovski-Sagon (Lyon 3),
Pierre-Jean Souriac (Lyon 3), Valentine Zuber (EPHE-PSL)**

OBJECTIF PRINCIPAL

Revisiter de façon résolument interdisciplinaire la question des liens entre religion et politique

❖ Les 120 ans de la loi de 1905

2025 est l'année des 120 ans de la loi de 1905. L'un des premiers objectifs du groupe sera de répertorier les manifestations pour permettre la mise en lien des différentes initiatives. Plusieurs initiatives locales en lien avec cette célébration pourront être soutenues en 2025 et 2026.

❖ Regard sur neutralité dans les espaces publics

Le principe de laïcité n'est plus pensé comme une règle de liberté — tel que le concevait pourtant Aristide Briand en 1905 — il se transforme désormais en norme de contrôle. L'on en veut pour preuve le glissement spatial du principe de neutralité, qui s'est étendu de l'espace républicain vers l'espace public (Loi de dissimulation du visage du 11 octobre 2010) avant de gagner l'espace privé (voir l'« affaire Babyloup », l'adoption de la loi « El Khomri » du 8 août 2016, ou encore celle de la Loi confortant le respect des principes de la République du 24 août 2021).

❖ Fondamentalisme-radicalité dans une société pluraliste

La notion de « radicalité » est courante dans notre monde actuel, aussi bien dans les médias que dans les discours politiques. Elle a donné

lieu à une politique publique de prévention suite aux attentats, que ce soit sur le mode répressif ou par l'encouragement à développer des formations. Ces processus répondent à une inquiétude actuelle face à l'irruption de violences justifiées par la religion, dans une acceptation souvent sans critique du terme de « radicalité ». Or ce terme est problématique car même s'il est en usage il s'avère inopérant dans la profondeur historique et pose donc la question de son sens aujourd'hui. Il s'agira dès lors de se questionner sur la sémantique associée à l'engagement extrême ou transgressif du XVI^e au XX^e siècle : radicalité, intransigeance, fondamentalisme, fanatisme... Plusieurs chercheurs de l'Antiquité à nos jours souhaitent ainsi développer une réflexion collaborative sur ces notions dont la plupart émerge au XIX^e siècle, mais désigne des processus et des phénomènes attestés bien plus anciennement, aussi bien en terres chrétiennes que musulmanes. La question de la norme, de sa transgression ou de sa réhabilitation sur le plan des pratiques sociales et des engagements spirituels serait le fil conducteur de cette réflexion. La question des rituels et de la manifestation de de ces pratiques religieuses radicales en serait le second.

❖ Post-séculier, post-libéral :

nouvelles configurations politico-religieuses

Ces différentes questions doivent désormais être repensées dans un contexte international où la place du religieux occupe une nouvelle place. Associée le plus souvent, dans les débats publics européens de ces dernières décennies, à la question de la radicalisation islamique, l'enjeu de l'articulation entre religion et politique prend une couleur nouvelle du fait de la nouvelle situation géopolitique. On assiste en effet à une nouvelle forme d'instrumentalisation politique du religieux par différents régimes illibéraux à travers le monde. Cette instrumentalisation s'appuie sur et s'accompagne d'un renouveau théorique de la critique du libéralisme, dont la généalogie précise n'a pas été faite.

Il serait d'abord nécessaire d'établir cette généalogie. Celle-ci est complexe. On pourrait la faire remonter aux penseurs communautariens des années 1980 (Alasdair MacIntyre, Stanley Hauerwas voire Charles Taylor), inspirés notamment par la critique marxiste du libéralisme et de la modernité, ainsi que par la lecture américaine du post-structuralisme français. Elle passe ensuite par des courants théologiques tels que la « Radical orthodoxy » (en particulier John Milbank), qui ont explicitement assumé la repolitisation du christianisme et brouillé les limites entre les critiques de gauche et de droite du libéralisme. Aujourd'hui, ces critiques ont été reprises et formalisées plus explicitement à droite, dans ce qu'il est convenu d'appeler l'intégralisme, tant catholique que protestant, aux États-Unis. Cette généalogie principalement états-

unienne et britannique doit être complexifiée, à partir d'une prise en compte de la « Nouvelle droite » française (A. de Benoist), qui a influencé les extrêmes-droites européennes et russes (A. Dugin). En effet, ces extrêmes-droites recoupent aujourd'hui la pensée antilibérale américaine, au point que l'on peut dire qu'une pensée d'extrême-droite religieuse transnationale et transconfessionnelle s'est mise en place depuis deux à trois décennies. Il est crucial d'identifier les schèmes de pensée qui traversent ces extrêmes-droites et en particulier leur rapport aux religions, en particulier leur étonnante plasticité.

Ces pensées politico-religieuses dites « post-libérales » chrétiennes devraient être comparées à leurs variantes non-chrétiennes, en particulier hindouistes (Inde) ou musulmanes (Turquie). Pour déterminer si les catégories politiques mobilisées dans la compréhension des rapports entre religion et politique est commune dans ces différents cas.

GROUPE 3.3

LE RELIGIEUX FACE AUX CHANGEMENTS GLOBAUX : SANTÉ, GENRE, ENVIRONNEMENT

RESPONSABLES

Christophe Monnot (Unistra), Claude Proeschel (UL)

OBJECTIF PRINCIPAL

Comprendre comment l'évolution des interactions entre faits religieux et les changements globaux dans le domaine de l'environnement, de la santé et du genre créent de nouvelles formes de collaboration, de débats, mais aussi de tensions sociales et politiques

Les changements globaux sont souvent analysés à la fois dans la transformation du domaine religieux et des nouveaux rapports entre le religieux et la société. De manière novatrice, le travail de ce groupe sera d'examiner les transformations à partir de trois angles : l'écologie, la santé et le genre. Dans ces domaines, les changements sont particulièrement transversaux : le religieux et le spirituel sont partie prenante d'une transformation profonde de tout un champ. Nous examinerons donc la perméabilité entre le religieux et le non-religieux dans ces domaines, les attentes émergentes de la population dans ces trois sphères qui comportent souvent un aspect religieux, les tensions potentielles qui en découlent, ainsi que les mutations du religieux lui-même, telles que la spiritualisation de l'écologie et l'écologisation du religieux, d'intégration par des milieux religieux de nouvelles valeurs d'égalité de genre. Les changements peuvent aussi générer des tensions sociales du fait de l'opposition ou la mobilisation de la part de certains acteurs telles que les oppositions aux mutations de genre, les débats autour des droits reproductifs, des questions bioéthiques ou environnementales.

Le travail du groupe cherchera d'abord à stimuler la recherche dans chacun de ces trois axes en favorisant la collaboration entre des équipes travaillant sur les mêmes sujets de manière dispersée, mais aussi en encourageant de nouvelles recherches. Deuxièmement, en organisant des rencontres, des débats et des réflexions sur ces trois axes pour mettre en évidence les intersections des changements dans ces trois domaines (écoféminisme, éthique de la santé écoresponsable...). Troisièmement, l'équipe devra discuter de ses observations et de ses recherches avec d'autres équipes sur le plan international pour comprendre ce qui est global et ce qui découle de spécificités nationales, voire locales, et qui peut éclairer le contexte français, l'action publique et la formation des acteurs.

En cela, le groupe va fortement encourager les actions de recherche en perspective comparative et la valorisation de ses recherches à l'international.

GROUPE 4.1

ÉPISTÉMOLOGIE ET MODALITÉS DE CONNAISSANCE DU RELIGIEUX

RESPONSABLES

Édouard Mehl (Unistra), Pascal Bourdeaux (EPHE-PSL)

OBJECTIF PRINCIPAL

Proposer une approche critique interdisciplinaire des catégories et des concepts utilisés dans les discours contemporains, scientifiques ou politiques, sur les religions

Un premier axe se concentrera sur l'analyse des croyances, des appartenances et des mutations contemporaines des discours religieux dans des sociétés doublement marquées par le déclin de l'éducation religieuse traditionnelle et par une pluralisation des systèmes de pensée et des pratiques religieuses. Cet axe vise également à examiner philosophiquement les fondements rationnels de la croyance religieuse, et à évaluer la pertinence des approches philosophiques contemporaines (phénoménologie, philosophie analytique, pragmatisme), en les comparant à d'autres paradigmes développés en sciences humaines et sociales (notamment en histoire, droit, sociologie, anthropologie).

Un deuxième axe épistémologique portera sur la construction des sciences du religieux en tant que discipline et champ de connaissance distinct dans la longue perspective de l'histoire moderne. De la méthode historico-critique à la "généalogie", et de celle-ci à la « déconstruction », les religions ont fait l'objet d'un questionnement en Europe occidentale, à l'aide de concepts dont la traçabilité et la légitimité doivent être examinées aujourd'hui. Une réflexion historique, fondée sur l'analyse de corpus textuels élargis et sur la réinterprétation de ressources matérielles multiples, visera à resituer dans le débat philosophique puis politique l'apparition, à partir

de la fin du XVIII^e siècle, des religions du monde, en particulier les religions d'Asie dont la terminologie a longtemps été fluctuante et laquelle reste encore aujourd'hui relativement instable. Un intérêt portera en conséquence sur la sémantique historique et la traductologie. A titre d'exemple, les notions désormais partagées de « sécularisation » et de « fondamentalisme », ou d'autres relevant de cosmologies singulières, soit anciennes (« dharma » notamment) ou contemporaines (discours religieux produits par les nouveaux mouvements religieux), seront ainsi systématiquement analysées et comparées, ce qui permettra de mieux comprendre leur applicabilité dans des contextes culturels et linguistiques variés.

Ces travaux seront accompagnés d'une histoire critique des « études sur le religieux » (religious studies) considérées sur les plans distincts des idées et des institutions. Elle interrogera l'applicabilité à d'autres religions des catégories traditionnellement considérées comme forgées par – et pour – le christianisme, à commencer par les concepts de « religion » ou de « théologie », mais aussi ceux, plus spécifiques, de salut et de sotériologie, d'eschatologie, ou de messianisme, qui n'ont pas un sens univoque ; une réflexion sur leur itinéraire historique et sur leur traductibilité linguistique permettra de comprendre les limites intrinsèques de leur universalité et de leur intelligibilité.

GROUPE 4.2 DISCOURS, TEXTES, MÉDIAS

RESPONSABLES

Sonia Goldblum (ENS Lyon), Francesco Chiabotti (INALCO), Michele Cutino (Unistra)

OBJECTIF PRINCIPAL

Analyser les formes contemporaines d'interprétation des textes sacrés et leur généalogie, en incluant les formes d'exégèse non traditionnelle (discours religieux en ligne et « État exégète »)

L'interprétation étant susceptible de déterminer les pratiques et le discours des fidèles, l'identification des véritables interprètes qui fournissent la ou les interprétations « correctes » a toujours été une préoccupation sociale majeure. Cette question a reçu peu d'attention historiographique, comme en témoigne l'absence d'outils analytiques permettant de comprendre les arguments ou les discours fondés sur des textes religieux dans divers contextes contemporains, qu'il s'agisse des médias ou de la sphère éducative. Pour relever ce défi, la recherche se concentrera d'abord sur l'étude de la diversification des sources d'exégèse et mettra en lumière leur relation avec les textes religieux dans une perspective historique et comparatiste. Cette analyse s'appuiera sur le traitement automatique des langues (TAL) : traditionnellement utilisé pour la traduction automatique des textes sacrés, il a rarement été appliqué pour comprendre le processus exégétique ou les discours religieux. Plusieurs ateliers seront proposés pour explorer, à l'aide de méthodes de web mining, la présence de discours exégétiques anciens et modernes sur les réseaux sociaux et le web. La diversification des exégèses pose également la question centrale de

l'autorité légitime d'arbitrage.

La dissociation entre exégèse et religion devient particulièrement prononcée lorsque l'État laïque lui-même assume un rôle exégétique, soit directement, en interprétant lui-même les textes, soit indirectement, en restreignant la liberté d'expression, mettant ainsi en avant la question des limites de la neutralité de l'État. De ce point de vue, la régulation de la parole en ligne doit être considérée comme s'inscrivant dans un long processus de contrôle du discours religieux par les pouvoirs publics. Dans un second temps, les recherches porteront sur la réception culturelle contemporaine de l'exégèse, par exemple dans la fiction ou les séries télévisées, afin de déterminer comment ces renouvellements culturels se rattachent en définitive à l'œuvre exégétique classique et s'inscrivent dans une compréhension contemporaine de la religion dans la société.

AXES TRANSVERSAUX

AXE 5 : ANIMATION NATIONALE DE LA RECHERCHE, SOUTIEN À LA FORMATION DOCTORALE ET À L'INTERNATIONAL

GROUPE 5.1

STRUCTURATION DE LA RECHERCHE

RESPONSABLES

Anne Fornerod (Unistra/CNRS), Guillaume Biard (EFA), Gilles de Rapper (EFA), Vassa Kontouma (EPHE-PSL)

OBJECTIF PRINCIPAL

Renforcer les synergies au sein de la recherche nationale dans le domaine de l'étude des faits religieux ; développer son intégration et sa visibilité internationale

La structuration aux niveaux local et national des recherches sur les faits religieux que l'axe 5 entend mener passera par les dispositifs suivants :

- Cartographie des forces de recherche, comprise comme une étape préliminaire dans la promotion de la collaboration entre les membres du réseau ReligiS.
- Organisation d'un congrès international bienal ReligiS, étape importante dans l'émergence d'une communauté de recherche plus visible et plus dynamique. Un tel congrès n'existe pas actuellement dans le périmètre national.
- Tenue d'un atelier annuel de mise en réseau, qui sera l'occasion de concrétiser ce réseau et de sensibiliser les centres de recherche impliqués dans ReligiS aux possibilités de nouveaux projets nationaux et internationaux.
- Développement de partenariats internationaux et européens, à travers un programme de mobilité sortante pour les chercheurs du consortium ReligiS et un programme de mobilité entrante pour les chercheurs internationaux. Ces programmes seront basés sur un appel annuel,

en partenariat avec les différents Instituts d'études avancées. La mobilité sortante accueillie par les centres de recherche internationaux associés en tant que parties prenantes sera particulièrement encouragée ; le CNRS jouera un rôle clé en établissant des liens avec le réseau des instituts français à l'étranger (UMIFRE), et l'École française d'Athènes servira de passerelle vers la communauté des Écoles françaises à l'étranger.

GROUPE 5.2 FORMATION DOCTORALE

RESPONSABLES

Isabel Iribarren (Unistra), Christophe Grellard (EPHE-PSL)

OBJECTIF

Promouvoir le développement d'une formation doctorale de haut niveau, dans un cadre interdisciplinaire et international, complémentaire aux offres existantes et axée sur le renouvellement des approches méthodologiques et l'internationalisation.

La politique doctorale de Religis s'articulera autour de sept actions complémentaires :

- L'organisation d'une école d'été annuelle, menée en alternance par les trois groupes de travail thématiques
- Des ateliers méthodologiques en lien avec les groupes de travail 2, 4 et 6
- Un soutien important à la mobilité entrante et sortante
- La création d'un laboratoire junior pour promouvoir les initiatives collectives et interdisciplinaires émanant des doctorants
- Le financement de contrats doctoraux
- Le financement des bourses de fin de thèse
- L'attribution de prix de thèse annuels

AXE 6 : GESTION DES DONNÉES ET HUMANITÉS NUMÉRIQUES

RESPONSABLES

Catherine Désos-Warnier (BNU), Christophe Didier (BNU), Sébastien Michon (Unistra/CNRS)

OBJECTIF

Soutenir la réflexion sur le sujet "Religion et Numérique" et apporter un soutien coordonné pour garantir une structuration adéquate des données acquises ou produites, conformément aux principes internationaux de la science ouverte.

L'apport des humanités numériques répondra aux besoins des équipes de recherche dans deux domaines principaux :

- L'acquisition de jeux de données à des fins de recherche
- Le traitement massif des données et la vérification de leur conformité « FAIR » en matière d'accessibilité, d'interopérabilité et de réutilisabilité. Un réseau national sera mis en place, avec une connaissance approfondie de l'écosystème français dans le domaine de l'information scientifique et technique, des normes et des outils de structuration des données, comprenant : la Bnu, la MISHA et l'Université de Strasbourg (en particuliers le Service des bibliothèques), ADELE l'Atelier de la donnée strasbourgeoise, l'Université d'Aix-Marseille (MMSH et Maison de la recherche), l'Université de Lorraine (Bibliothèques et MSH), Sciences Po (Medialab), INALCO (la BULAC), IR Humanum, IR Progedo, IR CollEx-Persée, le réseau EFE, la Bibliothèque nationale de France (DataLab et service de dépôt légal web), l'UAR Persée, CCSD pour Hal, l'Atelier DATAlystE (Université de Lyon et Saint-Etienne), liste non exhaustive. Les livrables comprendront la fourniture et/ou le traitement de jeux de données à partir

de corpus textuel patrimonial ou du nativement numérique avec un intérêt particulier pour les données du web, la mise en place de résidences numériques, la création d'une collection HAL dédiée à l'étude des religions et un programme national de collecte des archives scientifiques portant sur l'étude des religions. Par des rencontres, ateliers ou journées d'études, la réflexion sera organisée avec les chercheurs du consortium sur l'impact du numérique dans le champ d'étude du religieux et la nécessaire montée en compétence collective, en particulier des jeunes chercheurs, dans l'usage des outils existants.

AXE 7 : LABORATOIRES D'IDÉES & SCIENCES PARTICIPATIVES

GROUPE 7.1

LABORATOIRE D'IDÉES : RELIGIS LAB

RESPONSABLES

Stéphane Lacroix (Sciences Po), Alain Dieckhoff (Sciences Po/CNRS), Éric Vallet (Unistra)

OBJECTIF

Créer une structure éditoriale flexible valorisant le regard des chercheurs sur des questions d'actualité

La création de ce laboratoire d'idées, baptisé ReligiS Lab, sera soutenue par le CERI, via sa Chaire d'études sur les religions, en partenariat avec la MISHA (Unistra), qui apportera son expertise en matière de publication en ligne. Outre la publication régulière de notes d'information

et de séries de documents d'actualité (6 par an) sur les thèmes de ReligiS, le ReligiS Lab organisera également des ateliers réguliers liés à ses publications, réunissant des chercheurs, des experts universitaires internationaux et des décideurs politiques.

GROUPE 7.2

RECHERCHES PARTICIPATIVES

RESPONSABLES

Émeline Dufrennoy (Unistra), Léandre Guignier (Lyon 2)

OBJECTIF

Promouvoir le dialogue entre science et société à travers une approche de recherche participative

Le programme ReligiS place les recherches participatives au cœur de ses activités de transfert et de diffusion, cherchant à se démarquer d'un modèle de communication verticale pour construire une connaissance partagée, en privilégiant le dialogue entre les disciplines universitaires, les traditions religieuses et convictionnelles, ainsi que les chercheurs spécialisés et les acteurs de la société civile.

Suite au lancement du programme ReligiS, plusieurs appels à manifestation d'intérêt seront publiés pour la mise en place de stages étudiants auprès d'association ou de collectivités, ou pour l'accompagnement et le financement de projets de recherche participative.

GROUPE 7.3

DISSEMINATION ET PARTAGE DES SAVOIRS

RESPONSABLE

Sylvain Perrot (Unistra)

OBJECTIF

Développer les synergies entre les initiatives consacrées à la dissémination des savoirs scientifiques sur les faits religieux.

Il s'agira tout d'abord de dresser l'inventaire des ressources et initiatives existantes chez les différents partenaires (capsules vidéo, podcasts, films de recherche, expositions, création art & recherche, festivals) puis d'élaborer une

stratégie commune de production et de diffusion des ressources, dans le cadre d'ateliers locaux ou nationaux puis de soutenir financièrement les initiatives de dissémination qui seront développées selon la stratégie définie.

AXE 8 : FORMATION CONTINUE

RESPONSABLES

**Anne Troadec (EHESS), Pierre-Jean Souriac (Lyon 3), Dominique Avon (EPHE-PSL),
Laurick Zerbini (Lyon 2)**

OBJECTIF

Proposer une offre de formation continue intégrant l'analyse des faits religieux coordonnée et adaptée aux besoins de différents milieux professionnels

Concernant la formation continue, ReligiS a une triple ambition :

fonction des professions auxquelles l'offre actuelle de formation ne répond qu'incomplètement ou pas du tout.

➤ Fédérer les formations actuellement éparées.

Un état des lieux des formations et des initiatives existantes est un préalable à la mise en réseau cohérente, avec la rédaction d'un livre blanc sur la formation continue sur les faits religieux et la laïcité proposées par les services publics et la mise en place d'un portail en ligne recensant ces offres. Un objectif immédiat est d'assurer une meilleure visibilité des offres de formation existantes et d'en permettre à la fois une meilleure coordination par les organisateurs et une meilleure accessibilité à l'échelle nationale pour les professionnels intéressés

➤ Sur la base de ce diagnostic, les partenaires du programme ReligiS élaboreront des réponses coordonnées à ces différents besoins au niveau local et national, en tenant compte de ce qui existe déjà (par exemple le diplôme Religions, Laïcité, Sociétés (IREL) ou les formations sur mesure proposées par l'IISMM) en s'appuyant sur leurs propres ressources et celles du projet, dans le but d'enrichir la gamme d'outils de formations.

➤ Mieux connaître les besoins des professionnels dans plusieurs domaines clés : éducation, justice, police, santé, travail social et entreprise. Des groupes de travail thématiques seront mis en place (en lien avec le groupe 7.2), dans le but d'observer les pratiques professionnelles dans ces différents secteurs, d'objectiver et d'analyser les situations et les difficultés rencontrées dans le traitement des questions religieuses, et de développer des formations et des ressources appropriées. L'enjeu ici est de mieux identifier et différencier les besoins en

Si certains besoins déjà identifiés donneront lieu à la création de formations dès les deux premières années du projet (sur l'enseignement laïque des faits religieux par exemple à destination des personnels de l'Education nationale ; ou sur les radicalisations à destination des personnels de l'administration pénitentiaire), d'autres besoins professionnels exigeront plus de temps pour être identifiés (pour les métiers de la santé et le monde l'entreprise notamment) et les offres de formation ne seront déployées qu'à partir de la troisième année.

En savoir plus



Nous contacter :
religis-admin@unistra.fr

Le programme Religis bénéficie d'une aide de l'État
gérée par l'Agence Nationale de la Recherche
au titre de France 2030 portant la référence
n° ANR-24-RSHS-0005